

Vol. XXII N° 12

# Taiwan

a u j o u r d ' h u i

2005  
décembre

**DÉMOGRAPHIE**  
OÙ EST PASSÉE  
L'« ÎLE AUX ENFANTS » ?

**INTERNATIONAL**  
LE SYNDROME IRAKIEN

**ARTS**  
SCULPTEUR DE  
COLLINES

**LE CINÉMA,  
C'EST « FANTABULEUX » !**

ISSN 3727-1026  
12  
9177 1727/402 101  
55 TWD

Vol. XXII N° 12 - DÉCEMBRE 2005

# Sommaire



18

## Le cinéma, c'est « fantabuleux » !

« Fantabuleux » – une contraction de « fantastique » et de « fabuleux » : c'est ainsi qu'est décrite l'industrie du film taiwanais redécouverte et promue à l'occasion d'un super festival

## Les étoiles brillent au firmament

Après avoir acquis la popularité chez eux et en Chine, les artistes taiwanais de la jeune génération visent de plus en plus haut



8

- 1 EDITO
- 4 ACTUALITES

### DOSSIER

- 8 Les étoiles brillent au firmament
- 11 Le nouveau souffle de l'animation
- 15 Célébrités, astrologie et feuillets étrangers
- 18 Le cinéma, c'est « fantabuleux » !

### DEMOGRAPHIE

- 21 Où est passée l'« île aux enfants » ?

### INTERNATIONAL

- 26 Un syndrome irakien pour Taiwan

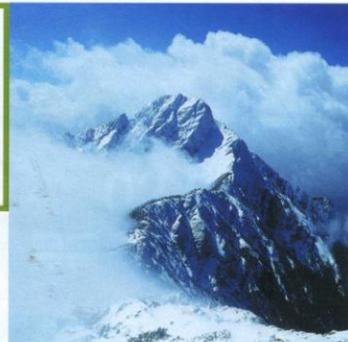
### HISTOIRE

- 31 Perdre son âme à la guerre

34

## Taiwan sur internet : bien, mais peut mieux faire

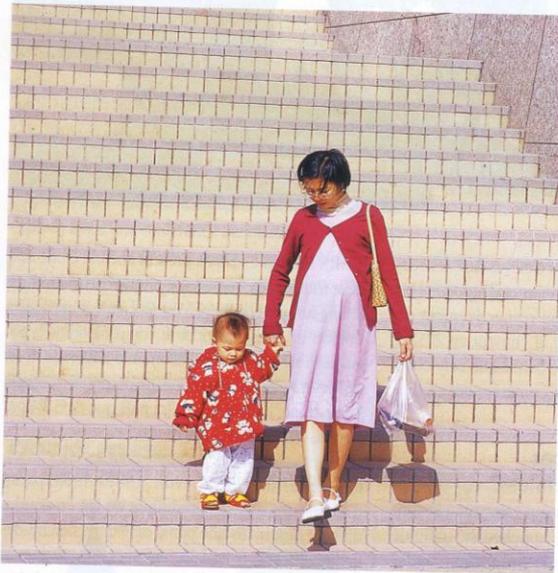
Améliorer les sites Internet consacrés à la promotion du tourisme est une façon efficace d'attirer davantage de visiteurs étrangers



# OÙ EST PASSÉE L'« ÎLE AUX ENFANTS » ?

Vincent Rollet  
©Vincent Rollet, 2005  
PHOTOS : ARCHIVES GIO

>> Un colloque organisé fin octobre à Taipei par le Centre de recherche sur les sciences humaines et sociales (RCHSS) de l'Academia sinica avec le concours de l'antenne de Taipei du Centre français d'études sur la Chine contemporaine et de l'Institut national d'études démographiques français a permis de faire le point sur la question de la chute de la natalité à Taiwan et sur les solutions possibles pour l'enrayer



Qui ne s'est jamais retrouvé un jour à la sortie d'un collège, d'une école du soir, d'un fast-food, à s'étonner du nombre impressionnant de petits Taiwanais qui s'attardent sur les trottoirs, discutant, jouant ou chahutant ? Et pourtant, jadis véritable « île aux enfants », Taiwan n'est plus ce qu'elle était en ce qui concerne le nombre annuel de naissances. En effet, les dernières estimations du ministère de l'Intérieur

montrent que le taux de fécondité des femmes taiwanaises, c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants que les femmes en âge de procréer (15-49 ans) ont mis au monde dans l'année, est tombé à 1,18 en 2004. Cela signifie que Taiwan est loin en dessous du seuil de renouvellement de la population, qui se trouve à 2,1 enfants par femme.

## Un déclin continu

En 1964, lorsque le premier programme de planification des naissances – le « Planning familial 3-2-1 » – a été mis en place, le taux de fécondité était de 5,1. Taiwan était alors connue pour être le pays le plus densément peuplé au monde, et les initiatives du gouvernement en la matière étaient présentées comme un modèle pour ce qu'on appelait alors le tiers-monde. Elles reposaient sur ce slogan : « Donner naissance par intervalle de 3 années ; 2 enfants, c'est juste ce qu'il faut et 1 enfant n'est pas trop peu ».

Cette politique a eu tellement de succès que le déclin du taux de fécondité est aujourd'hui parmi les plus bas au monde. Par comparaison, les Etats-Unis et la France affichent respectivement un taux de fécondité de 2,07 et 1,91. Quant aux autres pays de la région, on peut noter que la Chine se trouve à 1,7, le Japon à 1,3 et Singapour à 1,26.

Selon les projections du ministère de la Planification et du Développement économiques, si ce déclin se poursuit, d'ici 2051, les jeunes entre 0 et 14 ans ne représenteront plus que 4,5% de la population taiwanaise, contre 19,3% aujourd'hui. Parallèlement, sur la même période, la proportion des plus de 65 ans passera de 9,4% à 41,4%.

>>



>>

A partir du début des années 70, Taiwan a suivi l'évolution démographique typique des pays en voie d'industrialisation. Elle se place aujourd'hui parmi les pays enregistrant les plus faibles taux de fécondité au monde.

Pour ce qui est du nombre d'élèves dans les écoles primaires, les collèges/lycées et d'étudiants en université qui, en 2004, était respectivement de 267 000, 320 000 et 299 000, il chutera en 2051 à 67 000, 81 000 et 98 000. Une baisse que beaucoup d'établissements scolaires commencent déjà à ressentir.

### Quelles conséquences économiques et sociales ?

Un des premiers problèmes qui viennent à l'esprit est ce que les démographes appellent le « ratio de dépendance », c'est-à-dire la proportion actifs/retraités. Avec un nombre de jeunes qui diminue rapidement et une population de personnes âgées qui croît de manière soutenue, ce ratio diminue. Ainsi, si en 2004, Taiwan comptait 7,6 actifs pour un retraité, ce ratio atteindra 3,3 en 2026, et il chutera à 1,6 en 2051. La question du financement des retraites, qui se pose déjà à Taiwan, risque de devenir épineuse.

Ensuite, moins de jeunes c'est moins de main-d'œuvre, et donc une baisse des capacités nationales de production, ainsi que du produit national brut

(PNB). Bien que jusqu'à présent aucune étude officielle n'ait été faite sur ce sujet, un chercheur taiwanais, Chung Jun-wen [鍾俊文], s'est récemment intéressé à l'impact du changement de la composition de la population taiwanaise sur l'économie nationale. Il en conclut que si le déclin du taux de fécondité continue à ce rythme, le PNB ne croîtra plus que de 3,2% par an dans 20 ans et de 1,5% en 2051.

Moins d'enfants, c'est aussi, pour les entreprises, toute une stratégie à revoir. Un exemple parmi d'autres, des sociétés produisant du lait en poudre dirigent désormais une partie de leur recherche/développement vers les laits renforcés en vitamines et sels minéraux pour les femmes et les personnes âgées.

Ce que certains magazines financiers appellent le « tsunami démographique » touche aussi de plein fouet le secteur médical, notamment en ce qui concerne le recrutement de nouveaux obstétriciens et pédiatres. La chute du nombre des naissances n'est effectivement pas faite pour inciter les jeunes étudiants en médecine à choisir une de ces deux spécialisations. Ainsi, sur les 84 places de spécialisation en gynécologie obstétrique ouvertes par concours aux étudiants

de médecine en 2004, moins de la moitié ont pu être attribuées par manque de candidats. Il est à craindre que cette désaffection n'ait des conséquences sur la qualité des soins prodigués aux femmes d'une manière générale et aux femmes enceintes en particulier. La pédiatrie connaît les mêmes problèmes de recrutement, alors que la grande majorité des pédiatres ont aujourd'hui plus de 45 ans.

Enfin, on peut imaginer que, pour maintenir son PNB et rester compétitive sur le marché international, Taiwan se tourne davantage encore qu'elle ne le fait à présent vers la main-d'œuvre étrangère. Il est possible qu'il découle d'une telle option un profond débat à la fois sur l'immigration, sur les droits des travailleurs étrangers et sur la question même de la citoyenneté.

### Les intéressé(e)s s'expliquent

Une enquête réalisée par le ministère de la Santé, en coopération avec l'Association taiwanaise pour le planning familial auprès des femmes et des hommes de 20 à 39 ans, donne quelques clés. Les résultats, exposés lors d'une conférence internationale organisée les 18 et 19 novembre derniers par l'Academia sinica et le Centre d'études français sur la Chine contemporaine sont très révélateurs de la perception qu'ont les jeunes Taiwanais à l'égard de la maternité et du mariage. Ils permettent ainsi d'identifier trois grandes causes principales à la baisse des naissances.

Le vieillissement de la population aura des répercussions socio-économiques considérables – à commencer par le financement des retraites.



La première d'entre elle est le recul du taux et de l'âge de la nuptialité, bien que les deux tiers des Taiwanais de 20 à 39 ans soient à priori favorables au mariage. Ainsi, en 1984, 80% des 24-29 ans étaient mariés, contre un peu plus de 30% aujourd'hui, alors que la majorité des couples ont leur premier enfant dans l'année suivant celle de leur mariage.

Parmi les jeunes favorables au mariage mais pas encore mariés, plus d'un tiers des hommes interviewés expliquent hésiter à cause de leur situation financière personnelle. Du côté des femmes, si un tiers affirment ne pas avoir encore trouvé le partenaire idéal, le fait d'avoir passé plus de temps que leurs aînées à l'université peut être considéré comme un facteur important, tout comme la priorité donnée à la carrière.

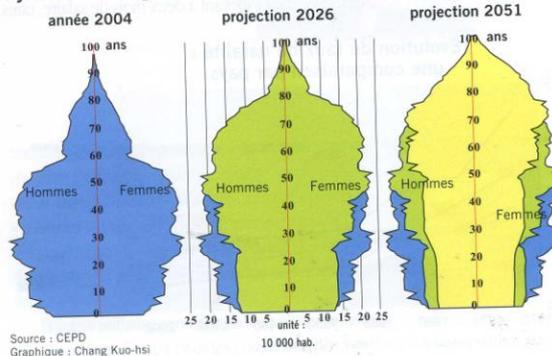
Parmi les hommes qui ont décidé de ne pas se marier, 40% pensent que leur situation économique n'est pas suffisamment bonne pour cela. Quant aux femmes, 30% d'entre elles disent préférer jouir de leur vie de célibataire et de leur indépendance.

Cette attitude a des effets directs sur le taux de fécondité à Taiwan. Se mariant plus tard, les femmes se satisferont souvent d'un seul enfant, à moins qu'elles ne décident de ne pas en avoir.

Pourtant, la plupart des Taiwanais interviewés disent trouver important d'avoir des enfants et espérer en avoir deux (68,2%), trois (14,6%) ou un (7,8%).

Un second élément déterminant est la position de la femme dans la société. En effet, depuis les années 70, son statut économique et social s'est fortement amélioré. Aujourd'hui, nombreuses sont celles qui ont un diplôme universitaire, ont voyagé à l'étranger et travaillent. Toutefois, cette évolution n'a pas eu jusqu'ici d'influence significative sur leur position au sein de la famille, puisqu'une majorité d'entre elles, notamment celles qui sont mariées, affirment que les >>

### Pyramide des âges à Taiwan



## Démographie



>> tâches domestiques restent de leur responsabilité. Cette situation, on l'aura compris, leur laisse peu de temps pour elles-mêmes. Or, chez un grand nombre de jeunes femmes existe aujourd'hui le sentiment fort d'un droit au temps libre, au temps pour soi, qui n'est pas toujours considéré comme compatible avec la maternité. Dès lors, la décision d'avoir un enfant est soit reportée, soit jamais prise.

Enfin, la question financière est une variable importante. Prenons les jeunes couples mariés et ayant déjà un enfant : la moitié n'envisagent pas d'en avoir un second, alors qu'un peu moins d'un tiers y serait favorable. Ils expliquent leurs hésitations par une situation financière qui n'est pas excellente pour près de la moitié d'entre eux, par le manque de temps pour élever correctement plus d'un enfant (17,3%), par le fait qu'avoir un seul enfant leur suffit (15,8%), par peur de l'influence négative de la société sur les enfants (14,1%) et enfin par la crainte de ne pas pouvoir accompagner leurs enfants à diverses activités ou de manquer de temps pour leur éducation (9,6%).

D'ailleurs, une étude récente menée par un cabinet taiwanais d'expertise financière, qui semble avoir marqué un bon nombre d'esprits, montre que jusqu'à ce que l'enfant devienne adulte, les parents auront dépensé au total (éducation, habillement, nourriture et loisirs) environ dix millions de dollars taiwanais. Lorsqu'on sait que le coût d'une crèche ou d'un jardin d'enfant peut atteindre, voire dépasser, 15 000 dollars par mois, soit le salaire mensuel minimum garanti, on comprend que les couples à faibles revenus renoncent à avoir plus d'un enfant.

L'âge au mariage s'élevant, les naissances sont plus tardives et donc moins nombreuses.

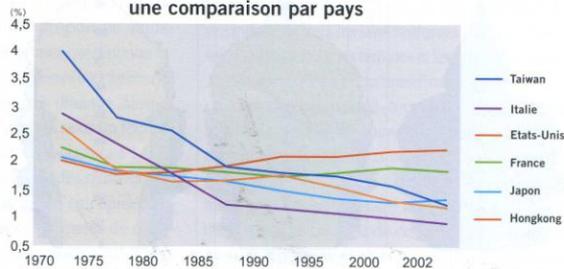
### « Trois enfants, ce n'est pas trop »

Alors, que faire pour influencer sur une décision aussi personnelle que celle d'avoir un premier, un deuxième, voire un troisième enfant ? La réponse semble résider dans une recherche récente dirigée par le sociologue Yang Wen-shan [楊文山], du RCHSS, co-organisateur du colloque du mois d'octobre, et l'économiste Tung An-chi [蕭安琪], de l'Academia sinica. Leur point de départ a été de chercher à comprendre la relation qui existe entre le taux de fécondité et le secteur – public ou privé – auquel les femmes actives appartiennent.

Les deux chercheurs rappellent pour cela que les femmes travaillant dans le secteur public bénéficient d'un « bol de fer », c'est-à-dire d'un grand nombre d'avantages auxquels celles qui sont employées dans le privé ne peuvent prétendre. Parmi ces avantages, on note le versement de deux mois de salaire pour le premier mariage ainsi que l'octroi, à chaque naissance, de 42 jours de congés maternité payés (et jusqu'à deux ans de congés sans solde pour élever un enfant) avec la garantie de retrouver un poste identique. Par ailleurs, les fonctionnaires ont droit à des allocations allant de quelques milliers de dollars par an pour leurs enfants scolarisés à l'école primaire à environ 70 000 dollars par an pour ceux inscrits dans une université privée.

Les femmes employées dans le secteur privé sont souvent bien moins privilégiées. En effet, si elles reçoivent également une allocation à la naissance de chaque enfant s'élevant à deux mois de salaire, rares

Evolution du taux de natalité :  
une comparaison par pays



Sources : ONU et ministère de l'Intérieur

sont les entreprises qui leur proposent les mêmes avantages que la fonction publique. La sécurité de l'emploi est, quant à elle, loin d'être assurée à leur retour de congé maternité, même si la loi interdit aujourd'hui de licencier les femmes parce qu'elles sont enceintes.

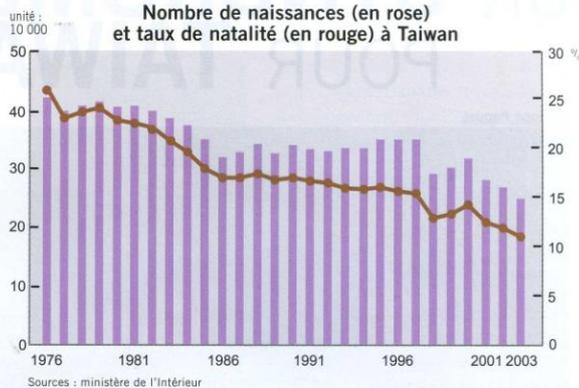
Comparer ces deux groupes professionnels a permis aux deux chercheurs de distinguer tout d'abord en quoi l'Etat-employeur avait un rôle d'incitation à la maternité et quels pourraient être dès lors les moyens les plus efficaces pour inverser la courbe du taux de fécondité. En effet, les allocations dont bénéficient les fonctionnaires qui, lorsqu'elles furent instaurées n'avaient pas pour objectif de promouvoir les naissances mais plutôt de compenser les bas salaires du secteur public, jouent un rôle déterminant et positif dans la décision des femmes d'avoir un enfant. Il semble évident que la sécurité économique qui est le corollaire du statut de fonctionnaire, les allocations financières et la garantie de l'emploi sont de forts stimuli à la maternité. Renforçant cette conclusion, de nombreux sondages montrent que ce sont bien ces « conditions préalables » qu'attendent les femmes pour faire davantage d'enfants.

Par conséquent, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer face à ce défi démographique. Longtemps hésitants à intervenir directement, c'est désormais au son d'un nouveau slogan, « *Trois enfants, ce n'est pas trop !* », qu'ils tentent depuis 2001 d'inverser la tendance. Au-delà des mots d'ordre natalistes, dont les démographes reconnaissent en général l'inefficacité, quelques initiatives sont à souligner.

La première d'entre elles concerne la promulgation, en 2002, d'une loi sur l'égalité des sexes dans le monde du travail. Grâce à deux articles relatifs au congé maternité et aux bénéfices qui doivent accompagner toute naissance, elle a l'avantage de chercher à effacer les différences entre employées de la fonction publique et du secteur privé. Cependant, si cette loi est véritablement un pas en avant, il faut reconnaître que la question de la sécurité de l'emploi dans le secteur privé n'est pas résolue et que les abus persistent.

D'autres initiatives ont été mises en place, comme les abattements fiscaux pour les couples mariés avec

**Nombre de naissances (en rose) et taux de natalité (en rouge) à Taiwan**



Sources : ministère de l'Intérieur

enfant(s) ou l'octroi d'une allocation pour le troisième enfant. Mais à la lumière des derniers chiffres, il semblerait que les Taiswanaises ne jugent pas ces mesures suffisantes.

S'appuyant sur certaines expériences étrangères, notamment celle de la France, des démographes et hauts responsables taiwanais proposent d'autres solutions qui engagent à la fois les pouvoirs publics et les entreprises. Ils recommandent par exemple de transférer les coûts et les activités liés à la maternité depuis les parents vers une communauté plus large (allocations, crèches et maternelles gratuites), mais aussi d'aider les femmes à combiner leur vie professionnelle et leurs charges familiales (congés de maternité, temps partiel, flexibilité des horaires, crèche sur le lieu de travail), d'inciter les hommes à s'impliquer davantage dans des activités traditionnellement considérées comme féminines (congés paternité), d'établir une préférence légale et financière pour les couples avec enfants (prêts bancaires préférentiels, priorité pour l'attribution d'une aide domestique à domicile) et enfin de promouvoir le mariage et la maternité via différents moyens (campagnes publicitaires).

La mise en place de telles mesures s'avère plus qu'urgente : dans 5 ans, la majorité de la population active, qui a 55 ans aujourd'hui, sera à la retraite. En d'autres termes, il n'est plus temps d'attendre. ■